

ESPÈCES PROTÉGÉES EN ALGÉRIE

Chardonnerets, serins, hérissons et autres, victimes de leur charme

Très variée, la faune algérienne compte pas moins de 386 espèces dont 108 protégées depuis 1983. Pourtant, depuis cette date, certaines espèces demeurent victimes de braconniers ou de citoyens malintentionnés ou mal informés qui sévissent sans être inquiétés.

A travers tout le territoire algérien, les actes de maltraitance envers les animaux frôlent le sadisme. A Ouargla et dans les autres villes du Sud, les peaux de léopards du désert et des hyènes rayées, deux espèces rares et en voie d'extinction, sont vendues dans les boutiques de souvenirs. A Béjaïa, un commerçant n'hésite pas à laisser deux faucons perchés devant l'entrée de son restaurant, sous le soleil des heures durant, tandis qu'un autre trimballe un jeune singe magot, certainement volé à sa mère, pour attirer les curieux.

Enfin, à Bouira, des magasins ne se gênent aucunement de proposer à la vente des espèces endémiques et protégées telles le chardonneret, le serin ou l'écureuil de barbarie.

Pourtant, les lois sont claires à ce sujet ; 33 espèces d'oiseaux ainsi que 47 mammifères sont protégés par le décret n°83-509, néanmoins, l'application de ce dernier reste relatif et ne concerne que certaines zones protégées et bien délimitées comme le Parc national du Djurdjura



Photo : D. R.

ou la réserve naturelle d'El-Kala alors que les braconniers, commerçants ou même chasseurs, ne font que contourner le problème et se diri-

gent vers d'autres lieux. C'est le cas des chasseurs de gazelles ou de félins du Sahara qui imitent les émirs d'Arabie à qui l'Etat octroie des auto-

risations de chasse en faisant fi des lois.

Les oiseaux sont également très prisés par nos concitoyens qui n'ont aucun scrupule à acheter des chardonnerets d'Espagne, des Aurès ou de Kabylie.

Par ailleurs, la cruauté envers les animaux est à son paroxysme en Algérie ; les bêtes sont des cibles faciles pour des jeunes qui chassent des hérissons, les jettent dans un bassin et s'amuse à les voir nager et se débattre dans l'eau dans une compétition inhumaine.

Et c'est dans le but de sensibiliser les gens que des associations pour la protection et la promotion du patrimoine aussi bien animal que végétal ont vu le jour comme «SOS Tikjda en danger» ou encore «Les amis du Djurdjura».

Katya Kaci

Aïn-El-Hammam croule sous les ordures

Enclenchée au début de la semaine, la grève des services communaux a accentué l'image de saleté dégagee par la ville de Aïn-El-Hammam. Aux points de collecte, les ordures débordent sur la chaussée. Dans les quartiers, les habitants se plaignent des odeurs nauséabondes exhalées par les sacs éventrés par les chiens et chats errants. Les bennes de ramassage de déchets ménagers, installées dans les villages, ne sont plus enlevées. Elles débordent de tous côtés.

Il faut dire que ce décor, bien qu'accentué ces derniers jours par le débrayage des services de la voirie,

n'est pas nouveau dans la région. La ville, tout comme sa périphérie, sont loin d'être classées parmi les lieux où il fait bon vivre. L'air pur et la beauté du paysage sont viciés par ces détritux qui encombre les fossés.

Les visiteurs sont déçus de se retrouver dans le décor d'une cité crasseuse et en ruine, contrastant avec l'image qu'ils se faisaient de l'ex-Michelet, appelée, à une époque, la «petite Suisse». Espérons que la grève trouvera une issue rapidement.

A.O.T.

AÏN-DEFLA

Les «rappelés» de 1995 réclament compensation

Quelque 200 anciens du Service national qui ont été rappelés à partir de 1995 pour renforcer les rangs de l'ANP dans la lutte anti-terroriste se sont regroupés devant le siège de la wilaya mardi où ils ont observé un sit-in pour lancer un appel en direction des hautes autorités du pays.

Dans une lettre adressée au wali, ils écrivent : «Nous étions une des franges des enfants du pays à répondre "présents", à être au rendez vous historique, fidèles au serment fait par les chouhada et avons accompli notre devoir et rempli la mission qui nous a été iconfiée, mis-

sion que nous avons remplie sur les champs de batailles...» Ajoutant que l'accomplissement de cette mission leur a valu bien des sacrifices sur le plan social.

Ils disent qu'à l'époque il avaient renoncé à leurs activités, à leur travail et abandonné leurs familles.

Ils déplorent qu'aujourd'hui, «maintenant que la paix est revenue et que le pays est debout... nous avons été oubliés, marginalisés, certains d'entre nous souffrent encore de traumatismes psychologiques». En tenant ce st-in, ils prient le wali de transmettre leurs doléances aux hautes autorités du pays concernées, notamment une pension ou une allocation mensuelle parce qu'ils se retrouvent chomeurs et disent ils «le plus jeune d'entre nous a maintenant

45 ans, donc ses chances de trouver un travail sont nulles». Ils revendiquent la priorité à l'emploi, la gratuité des soins au même titre que les gendarmes et autres militaires et des facilités pour l'acquisition de logement social.

Une délégation de 5 d'entre eux a été reçue par le médiateur de la wilaya qui s'est engagé à transmettre leurs doléances aux autorités supérieures concernées.

Karim O.

SIDI LAKHDHAR

Un sexagénaire tué par un train

Mercredi dernier, vers 17 h, à l'entrée Est de la ville de Sidi Lakhthar, Abdoun Abderrahmane, un homme de 65 ans, qui tentait de traverser la voie ferrée qui passe entre une exploitation agricole et un groupe d'habitations a été surpris au milieu de la voie par le train de voyageurs 1088 qui assure la liaison Chlef-Khemis Miliana. Heurté de plein fouet, l'homme est mort sur le coup.

Après le constat d'usage, les hommes de la Protection civile ont évacué la dépouille vers la morgue de l'hôpital de la ville de Khemis

Miliana. La circulation des trains a été bloquée pendant des heures pour permettre aux éléments de la brigade de gendarmerie de rassembler tous

les éléments pour déterminer les circonstances précises de cet accident mortel.

Il est à rappeler que ce n'est pas le premier accident de ce genre qui se produit dans l'agglomération de Sidi Lakhthar.

Il y en a eu d'autres qui ont causé la mort de plusieurs personnes dont des enfants, car la voie ferrée traverse la ville d'Est en Ouest.

Malgré les nombreuses requêtes des riverains, les responsables de l'exploitation du rail n'ont toujours pas installé un système de protection au profit de la population riveraine surtout que depuis peu cette voie ferrée est en train d'être dédoublée, ce qui ne fera qu'augmenter le trafic ferroviaire et par là même le risque d'accidents.

K. O.

BOU-ISMAÏL

Un réseau de dealers et de malfaiteurs démantelé

Au cours de la semaine écoulée, cinq délinquants et malfaiteurs, ont été arrêtés par la section de recherche de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tipasa.

Ces malfaiteurs, présentés au juge d'instruction de Koléa, ont été placés sous mandat de dépôt, au niveau de la prison de Blida. Il s'agit des dénommés M. A. A., 32 ans, A. M., 41 ans, et B. Z. M., 34 ans, condamnés pour détention et vente de drogue, ainsi que détention d'armes blanches.

Quant à leurs acolytes F. O.,

24 ans et B. A. 25 ans, ils ont été placés sous contrôle judiciaire.

L'affaire qui remonte au début du mois d'avril 2011 avait pour théâtre la paisible ville de Bou-Ismaïl.

En effet, la section de recherche de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tipasa a été informée qu'une bande de dealers écumait la région allant de Bou-Ismaïl à Tipasa, et avait mis en place un important réseau de commercialisation de drogue et de stupéfiants de toutes sortes.

Sur la base de ces renseigne-

ments, la Gendarmerie nationale de la wilaya a mis en place une sourcière, par le biais de ses éléments qui se sont fait passer pour des clients potentiels.

Rendez-vous a été pris avec les délinquants au niveau du lieudit Haouch Essaboune à Bou-Ismaïl, aux environs de midi.

Trois dealers se sont présentés au rendez-vous et ont été arrêtés en possession de deux kilogrammes de drogue et de 3 couteaux grand modèle, prohibés.

Les investigations et fouilles au

niveau des domiciles de ces délinquants et les informations recueillies ont permis de découvrir 200 grammes de drogue et deux couteaux de grand format prohibés.

Il convient de préciser que parmi les délinquants arrêtés et écroués à la prison de Blida figurait A. M., 41 ans, un malfaiteur notoire, récidiviste, recherché et condamné auparavant à trois ans de prison ferme par la cour d'El-Aouina de Tébessa pour trafic et commercialisation illicite de produits divers et de drogue.

Larbi Houari

SIDI-BEL-ABBÈS

MEKEDRA

Le maire empêché de rejoindre son bureau

Un conflit oppose les citoyens de Makedra au président de l'APC. Depuis plus d'un mois, ils l'empêchent de rejoindre son administration, et c'est au siège de la daïra de Aïn-El-Berd, dont relève la localité, qu'il gère de loin sa commune dont les rênes sont confiées actuellement au secrétaire général. Les citoyens de la localité, rappelons-le, ont, au cours du mois de mars dernier, manifesté leur mécontentement avec des sit-in, des routes coupées, revendiquant la prise en charge de leurs préoccupations et accusant le P/APC de mauvaise gestion. Ce dernier, qui est à son deuxième mandat, se voit retiré la confiance de ses élus qui ont largement manifesté le mois passé ; le divorce est bel et bien consommé bien que l'APC se targue d'avoir réalisé plein de projets au profit de la commune à l'exemple d'une nouvelle école primaire, d'une bibliothèque, d'un centre de santé avec fauteuil dentaire et radiographie, d'un collège, du raccordement de gaz et de la distribution d'eau portable à raison d'une facture de 700 DA. Pour l'instant, le P/APC ne peut pas accéder à la mairie et la situation reste confuse.

Un citoyen sans toit dresse une tente devant le siège de l'APC

Un citoyen sans toit a dressé, mardi dernier, une tente devant le le siège de l'APC de Makedra pour abriter, selon lui, sa famille. L'homme, qui était un locataire a, à l'issue de l'expiration de son bail de location, été obligé de quitter les lieux. Ne sachant où aller, il n'a pas trouvé mieux que cette façon d'interpeller les autorités locales sur sa situation en vue d'obtenir un logement.

Reprise bientôt des travaux de réalisation de la voie ferrée électrifiée

Le projet de la réalisation du tronçon de la voie ferrée électrifiée traversant la wilaya de Sidi Bel-Abbès qui était à l'arrêt depuis plus de 24 mois sur décision de la Présidence redémarrera, selon des sources crédibles, au plus tard au mois de mai prochain. Le projet qui a été confié à une société chinoise a créé beaucoup d'emplois dans la localité de Mekerra (Sidi Bel-Abbès) où les Chinois ont installé leur base-vie, nous indique-t-on.

A. M.